

ABONNEMENTS

LES ABONNEMENTS par ent des 1er et 16 de chaque mois se paient d'avance. LOT ET DÉPARTEMENTS LIMITOPHE

JOURNAL DU LOT

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, AGRICOLE ET COMMERCIAL

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

BUREAUX

A CAHORS, IMPRIMERIE DE A. LAYTOU, RUE DU LYCÉE.

INSERTIONS

LES INSERTIONS sont reçues au Bureau du Journal du Lot et se paient d'avance

Annonces... 25 c. la ligne Réclames... 50 c.

M. Havas, rue J.-J. Rousseau, 8, M. Laffite et Co, place de la Bourse 8, sont seuls chargés à Paris de recevoir les annonces pour le Journal du Lot.

La publication des Annonces Judiciaires et Légales est libre dans tous les Journaux du département.

Compagnie du Chemin de fer d'Orléans.—Service d'Été.

Table with 4 columns: Destination, Omnibus mixte, Poste mixte, Omnibus mixte. Rows include Cahors, Mercuès, Parnac, Luzech, Castelfranc, Pny-l'Evêque, Duravel, Soturac Touzac, Fumel, Monsempron-Libos, PARIS, BORDEAUX, PÉRIGUEUX, AGEN, Monsempron-Libos, Fumel, Soturac Touzac, Duravel, Pny-l'Evêque, Castelfranc, Luzech, Parnac, Mercuès, Cahors.

Cahors, le 28 Septembre 1875

Le discours de M. Buffet est décidément interprété comme défavorable au centre gauche et aux membres de l'Assemblée nationale, qui traitent de chimérique la reconstitution de la majorité du 24 mai 1875.

On sait que cette majorité comprenait le groupe impérialiste et le groupe de l'extrême droite, à côté d'un nombre considérable de députés qui trouvaient seulement que la politique de M. Thiers était trop exclusive et par cela même dangereuse.

A diverses reprises, nous avons déclaré qu'on ne pouvait plus, à notre avis, reformer un faisceau des divers partis monarchiques, attendu que ces partis poursuivent chacun un but différent, et aussi parce que les votants de la constitution du 25 février ne consentiraient pas à détruire l'œuvre de conciliation qu'ils ont accomplie.

On lit dans la Gazette de France :

La déclaration de M. Buffet vise les « modérés » du centre gauche; c'est eux que M. le président du conseil a en vue, quand il parle d'une politique qui, sans être encore la politique révolutionnaire, lui servirait de préparation et de transition.

Le langage et l'attitude de M. Buffet n'en témoignent pas moins de l'étrangeté de la situation dans laquelle nous nous trouvons. On comprendrait bien plus aisément ce langage, on s'expliquerait plus facilement cette attitude, si, au lendemain du 25 février, une réaction s'était produite dans le sein de l'Assemblée contre les faits qui venaient de s'accomplir.

Mais les choses ne se sont point passées de la sorte. M. Buffet a contribué, pour une large part, à l'adoption du système politique, contre les résultats logiques duquel il déclare qu'il est prêt à lutter de toute son énergie.

On lit dans le Journal des Débats :

Il y a dans le discours prononcé par M. Buffet au comice agricole de Mirecourt, une phrase assez malheureuse que nous avons déjà relevée une première fois d'après le compte-rendu de l'Agence Havas, mais sur laquelle il n'est point inutile de revenir encore, maintenant que nous en possédons le texte exact. Après avoir rendu un hommage désormais obligatoire aux lois constitutionnelles, M. le ministre de l'intérieur ajoute : « Nous avons pensé que notre premier devoir était de faire cesser dès le premier jour la plus dangereuse des équivoques, en témoignant par nos déclarations et par nos actes que le vote de ces lois n'impliquait, dans aucune mesure, l'abandon d'une politique nettement conservatrice, ni même l'adoption d'une politique qui, sans être encore la politique révolutionnaire, fraierait la voie à celle-ci et lui servirait de préparation et de transition. »

Nous voulons bien reconnaître que le mot de République n'avait eu jusqu'à ces dernières années que peu de crédit dans une certaine partie de l'opinion conservatrice, encore qu'il soit bien juste de reconnaître qu'il n'existe peut-être pas une seule forme gouvernementale qui ne soit également en butte aux suspensions plus ou moins fondées de telle ou telle catégorie de citoyens. Nous n'avons point oublié la parole de M. Thiers qui a dit : « La République sera conservatrice ou ne sera pas. »

Combien nous préférons au langage de M. Buffet, à ses conseils inspirés par l'esprit de méfiance, les bonnes et réconfortantes paroles de M. Christophle ! « Ce qui fait le mal du pays, a dit l'honorable dé-

puté de l'Orne, ce qui est la cause des catastrophes politiques dont le retour périodique alarme tant d'intérêts, c'est la division des esprits, c'est le défaut d'unité, d'homogénéité dans les sentiments; c'est surtout la méfiance que s'inspirent mutuellement les classes diverses qui dans leur ensemble forment la nation : c'est là un mal invétéré et profond. Rien de plus juste. Le remède à cet état de choses, c'est de substituer à la politique de division la politique de réconciliation, c'est de s'attacher à mettre en lumière ce qui rapproche plutôt que ce qui divise, au lieu de mettre tous ses soins, comme on paraît le faire, à perpétuer, à bonne intention sans doute, mais avec une singulière inopportunité, l'antagonisme des deux France.

Et voyez dans quelles aventures on s'engage lorsqu'on veut marquer avec trop de précision la limite précise, le point géographique en quelque sorte où commence la politique d'ordre et où commence la politique de désordre ! Parce qu'on a peur de la licence on proscribit le libéralisme; on tourne le dos à M. Casimir Périer parce qu'on aperçoit, par delà le centre gauche et la gauche, la petite Montagne du radicalisme intrinsèque. — Je me défie de ceci, dit M. Buffet, parce que ceci mène à cela; le centre gauche est le commencement de l'extrême gauche, le libéralisme est le commencement de la révolution. En vérité, M. le ministre de l'intérieur a fait cette découverte ! Mais ne pourrait-on point dire, en raisonnant avec la même justesse rigoureuse et méticuleuse, que le centre droit, dont nous nous gardons bien de médire, est le commencement de la droite extrême; que la politique d'ordre, si on en abuse, mène à la politique de réaction; que l'esprit religieux confine à l'esprit clérical; que la résistance à outrance appelle inévitablement la révolution? etc. Qu'est-ce que cela prouve, sinon que le mal naît souvent de l'excès du bien, que la sagesse réside dans les opinions modérées, — in medio ! — et qu'il n'y a si bonne direction politique qui ne soit un acheminement à une politique de ruine lorsque le soin de tracer l'itinéraire et de marquer les étapes est abandonné aux impatientes et aux fous ?

Je repousse, dit M. Buffet, toute politique qui, « sans être la politique révolutionnaire, fraierait la voie à celle-ci et lui servirait de préparation et de transition. » La politique qu'on incrimine ici, tout le monde l'a comprise, c'est la politique du centre gauche. Voilà donc le centre gauche accusé d'être un allié inconscient, un précurseur de la révolution. Il n'est pas encore la révolution; mais il lui fraie les voies. Nous avons répondu plus haut à ces imputations. Il n'y a point de parti, ni de groupe parlementaire qui ne puisse encourir un reproche analogue. Il est évident qu'à la gauche de la gauche, il y a la gauche extrême; mais la droite a ses ultra, elle aussi, ses révolutionnaires à rebours, non moins dangereux que les autres. Cette accusation dirigée contre le centre gauche est donc sans portée; elle tombe d'elle-même. Mais ce n'est là qu'un des torts de cette politique d'exclusion préconisée par M. Buffet. Le plus grand tort de cette politique, c'est d'être incapable de vivre. A force d'exclure, elle s'isole, elle se réduit; elle est condamnée à périr d'inanition. On parle de reconstituer « le faisceau de toutes les forces conservatrices », c'est là l'espérance, le système. Mais cette espérance n'a-t-elle pas été déjà déçue ? Ce système, qui était celui du 24 mai, n'a-t-il pas échoué ? Les légitimistes sont-ils aujourd'hui des conservateurs du gouvernement établi ? Les bonapartistes sont-ils des conservateurs ? Non, certes. Alors, où sont vos alliés ? Que devient le faisceau ? Peut-être vous flattez-vous de le reconstituer dans le pays, après avoir été impuissant à le maintenir

dans l'Assemblée. Ce serait la plus décevante et la plus dangereuse de vos illusions.

Revue des Journaux

Français.

Il est étrange que le public tombe si facilement dans des pièges grossiers et s'en dégage avec tant de peine.

Depuis quinze jours environ, il n'est question dans la presse républicaine, dans la presse légitimiste, dans la presse bonapartiste que des princes d'Orléans. Nous ne relèverons pas l'indignité des injures et des calomnies dirigées contre eux. Ce n'est pas pour les défendre que nous écrivons en ce moment, c'est pour montrer au public de quel jeu on essaie, avec trop de succès peut-être, de rendre dupe.

La France a commencé. On sait qui la rédige. On n'ignore pas qui l'inspire. Quel intérêt a-t-elle eu à lancer une nouvelle dont certainement ni son directeur, ni son inspirateur n'avaient reçu confiance ? A-t-elle plaidé le faux pour savoir le vrai ? Non : peu lui importent les sentiments des princes d'Orléans. Son dessein était autre. Ouvrir une polémique dont le résultat serait de diviser plus profondément, d'une manière plus irrémédiable, le parti conservateur, le parti du gouvernement, voilà ce qu'elle a voulu.

Qui ne voit en effet où peut aboutir toute cette campagne ?

Croit-on qu'à la rentrée il sera facile de maintenir l'union dans le parti conservateur, dans le parti du gouvernement, quand, pendant toute la durée des vacances, la plus haineuse et la plus outrageante des polémiques aura encore envenimé les inimitiés qui ont créé tant de difficultés dans les sessions précédentes ?

Croit-on que ce feu, couvé, attisé avec tant de soin, ne fera pas explosion ; que l'on pourra empêcher de violentes passions ou de justes ressentiments, longtemps contenus, les premiers par calcul, les seconds par patriotisme, de se produire à la tribune ?

Le parti conservateur, le parti du gouvernement pourra-t-il survivre au travail de ces inimitiés, à l'explosion de ces passions et de ces ressentiments ?

Ceux qui fondent tout leur espoir sur la division des conservateurs, ceux qu'à déjà déçus une union tant de fois réformée et péniblement maintenue, ceux qui veulent saisir ce pouvoir et, en attendant qu'ils s'en puissent emparer, en rendre l'exercice impossible aux autres, espèrent bien qu'il n'y survivra pas.

Le plan n'a que trop bien réussi jusqu'à présent.

Les journaux qui défendent les mêmes idées que la France, nous pourrions dire qui servent les mêmes projets, peut-être les mêmes ambitions, ont naturellement fait campagne avec elle.

Ils ont trouvé des auxiliaires dans la presse bonapartiste et dans la presse d'extrême droite.

La presse bonapartiste s'est jetée sur l'occasion qui lui était offerte : d'une part, elle trouvait à satisfaire une haine qui vient de loin ;

d'autre part, comment croire qu'il lui déplairait de voir la désunion régner parmi les conservateurs et le gouvernement devenir impossible, pour avoir le droit de proclamer que certaine restauration est nécessaire? Plus le danger et grand pour la société, plus le sauveur s'impose.

La presse d'extrême droite ne peut faire de tels calculs. L'excès du péril n'ajouterait rien aux chances de la restauration très différente qu'elle appelle de ses vœux. Mais elle a l'habitude de ne compter point avec les difficultés pratiques; elle n'aime pas à se préoccuper des conséquences. Donner à ses principes une satisfaction, dont des rancunes mal assoupies prennent délicieusement leur part, lui suffit. On a compté sur son aveugle empressement à maltraiter les princes en l'honneur de la royauté, pour le rétablissement de laquelle ils avaient tout fait. Malheureusement, on n'a pas eu tort.

S'arrêtera-t-on dans cette campagne funeste? Ce n'est pas à ceux qui s'y sont engagés par calcul qu'on peut le demander. Qu'obtiendra-t-on de ceux qui y sont entrés par passion? Finiront-ils par s'apercevoir qu'ils jouent le jeu de leurs plus acharnés ennemis! Penseront-ils au parti conservateur? Prendront-ils pitié du pays?

C'est surtout aux conservateurs, témoins étonnés, attristés de cette polémique, qu'il appartient d'en faire justice, une fois qu'ils en auront saisi les motifs et aperçu les conséquences. Plus d'un a été sincèrement troublé par les prétendues révélations; plus d'un a cherché vainement à se rendre compte de ce qui se faisait, à concilier le présent avec un passé qui n'est pas très-ancien. Qu'ils apprennent à ne pas confondre des ennemis avec des confidents.

Temps.

Le gouvernement de Berlin a fait insérer une note au *Moniteur officiel de l'Empire*. Cette note a un double objet; elle tend d'abord à dégager la cour de Berlin de toute responsabilité quant aux nombreux articles publiés par la plupart des journaux allemands sur la question orientale; elle vise ensuite à déterminer l'attitude que prend sur cette question le gouvernement de l'Allemagne. Pour comprendre ce document et les motifs qui ont décidé à le publier, il faut se rappeler quelle a été, dans la presse allemande, la note dominante, depuis le début de l'insurrection de la Bosnie et de l'Herzégovine. La plupart des journaux allemands ont pris parti contre les Turcs et pour les insurgés. Ils ont excité l'Autriche à s'annexer les provinces révoltées. Ils faisaient la part de l'Autriche-Hongrie et de la Russie. La mission civilisatrice devait s'accomplir, d'après eux, au sud du Danube, et celle de la Russie en Asie. Cette thèse politique était posée même par un journal officiel, la *Gazette de Strasbourg*. Certains ajoutaient qu'il y aurait deshonneur pour l'Autriche à ne pas saisir l'occasion de remplir sa mission historique. D'autres manifestaient contre la Russie une défiance malveillante; ils l'accusaient de faire obstacle par jalousie au développement légitime de la puissance de l'Autriche dans le Sud. Telle était, abstraction faite des nuances, l'attitude de la presse allemande, et la presque unanimité de ces journaux faisait réfléchir. Obéissaient-ils à un mot d'ordre, avec la discipline parfaite qu'ils observent habituellement dans les questions de politique extérieure? Si la presse exprimait réellement la pensée de la cour de Berlin, quel but se proposait le gouvernement de l'Allemagne? L'Autriche-Hongrie, en suivant la politique d'annexions à laquelle on la poussait, en serait venue à coup sûr à une rupture avec la Prusse, qui veut, au moins provisoirement, le maintien du *statu quo* territorial, et qui ne désire point voir l'Autriche-Hongrie s'agrandir en pays slave. Berlin voulait-il donc une rupture entre Vienne et Saint-Petersbourg? Et dans quel but? Quel projet Berlin voulait-il donc exécuter pendant la lutte?

Ces questions ont perdu tout intérêt actuel à partir du jour où il est devenu certain que le gouvernement austro-hongrois ne visait pas à une annexion. Le maintien du *statu quo* territorial étant convenu, toute chance de rupture entre l'Autriche et la Russie disparaissait. Mais il restait au gouvernement de Berlin à dissiper les doutes que le langage de la presse allemande avait soulevés. C'est ce qu'il a fait en désavouant les articles de ses journaux et en marquant sa position dans la question orientale.

Le désaveu est formel et complet. Le gouvernement de Berlin se déclare complètement étranger aux manifestations de la presse alle-

mande, et il nous apprend que depuis quelques mois aucune communication n'a été faite à aucune feuille publique par le ministère des affaires étrangères. Cette déclaration s'applique également à la presse conservatrice et à la presse libérale, et elle s'étend aux feuilles amies du gouvernement, qui soutiennent d'ordinaire la politique de l'empire. La cour de Berlin décline toute responsabilité des articles de ces journaux.

La note officielle caractérise ensuite la politique que l'Allemagne se propose de suivre dans la question orientale. Elle dit que l'Allemagne, à raison de sa position géographique, n'étant pas directement intéressée dans les affaires de la Turquie, doit conserver une attitude réservée et expectante, en se bornant à appuyer les vœux des puissances amies, et directement intéressées, ce qui veut dire; de la Russie et de l'Autriche-Hongrie. Rien n'est plus net que cette déclaration. Ce qui suit est moins clair. La note officielle fait indirectement de la polémique contre les journaux qu'elle vient de désavouer. Ces articles, dit-elle, « quoique émanant de feuilles fort respectables, ne sauraient éveiller la crainte que la politique allemande cherche à tirer parti de la situation actuelle pour réaliser des projets qui, aux yeux de certains hommes, paraissent directement commandés par l'intérêt de l'Allemagne. » Y aurait-il donc en l'air, à Berlin, des projets de nature à éveiller des craintes en Europe? Quoi qu'il en soit, que ces projets existent ou qu'ils n'existent pas, qu'ils soient repoussés ou seulement ajournés par le gouvernement, la note officielle affirme qu'on ne songe pas à profiter des circonstances actuelles pour les exécuter. Ce qui suit s'applique plus spécialement à la Russie et à l'Autriche-Hongrie. C'est une protestation contre les journaux qui ont demandé que l'Allemagne prit la haute main sur ces puissances, et « qu'elle mit leur politique sous sa tutelle ». Les excès de langage de la presse allemande avaient rendu utile cette dernière déclaration. En somme, le gouvernement de Berlin prend, par cette note officielle, une position très correcte, et il n'est peut-être pas mauvais que le langage de ses journaux l'ait obligé à la publier.

Informations

Le *Courrier de France* a annoncé que le cabinet aurait décidé à l'unanimité de poser la question de confiance sur l'adoption par l'Assemblée du scrutin d'arrondissement.

Nous regrettons d'avoir à confirmer cette nouvelle d'après nos renseignements particuliers; dans le conseil tenu par les ministres à ce sujet, le maréchal aurait même déclaré qu'à son avis le gouvernement ne pourrait plus se montrer favorable à la dissolution immédiate si le scrutin de liste était voté.

(Temps.)

Dans un but difficile à comprendre, certains correspondants des journaux de province — entre autres celui du *Progrès*, de Lyon — donnent à entendre que les manœuvres d'automne seraient vues d'un mauvais œil à Berlin; que le prince de Hohenlohe aurait été chargé de présenter à ce sujet des observations, et que c'est pour éviter d'y répondre que le duc Decazes serait parti pour sa propriété de la Grave, dans la Gironde, où il doit séjourner jusqu'à la fin des dites manœuvres.

Autant de faits, autant de fausses allégations:
1° Aucune observation de ce genre n'a été adressée cette année au cabinet de Versailles.
2° L'ambassadeur d'Allemagne, prince de Hohenlohe, n'aurait pu s'en faire l'interprète, puisqu'il est absent depuis près de deux mois.
3° Si le duc Decazes est allé non-seulement dans la Gironde, mais encore à Dinard, où il est resté près de six semaines, c'est tout simplement par motif de santé.

4° Nous ajouterons enfin que la situation entre la France et l'Allemagne est aujourd'hui si peu tendue, que le vicomte de Gontaut-Biron, notre ambassadeur à Berlin, vient d'arriver en congé à Paris.

(Patrie.)

Quelques feuilles étrangères ont paru s'émouvoir de récentes publications de M. de Girardin et de M. Victor Hugo, remettant sur le tapis la question de l'annexion de la Belgique par la France. Si ces feuilles avaient été au courant de l'état de l'esprit public, elles

auraient su que personne en France n'a pris au sérieux pas plus les fantaisies du premier de ces écrivains que les folies du second. Les publications auxquelles nous faisons allusion avaient complètement passé inaperçues, et nul organe considérable ne s'en était occupé même pour les combattre. C'est ce qu'ont compris, du reste, les mieux informés des journaux étrangers.

Après son voyage dans le département de l'Allier, le Maréchal-Président s'est rendu dans le département de l'Eure, et de là à Rouen.

On lit dans le *Journal de Paris*, organe des princes d'Orléans.

« Si la France nous donnait des renseignements sur les visées politiques du prince Napoléon, nous ne déclinions pas son autorité dans la matière; mais nous la déclinons d'une manière absolue, lorsqu'il s'agit d'exprimer la pensée de nos amis politiques. »

Les différents gouvernements se sont émus d'un fait monstrueux qui s'est passé en Perse. Un juif vient d'être brûlé vif, pour le seul crime d'être juif. À la nouvelle de ce terrible forfait, les cabinets européens ont spontanément senti la nécessité de témoigner au gouvernement du Shah leur mécontentement pour l'attentat légal qui vient d'être commis dans son empire.

Notre ministre des affaires étrangères n'a point été des derniers à protester avec la plus légitime vivacité contre cette odieuse résurrection des anciens préjugés.

Les *Tablettes d'un spectateur* donnent comme certain que M. le duc Descazes soumettra prochainement aux chancelleries étrangères un travail considérable sur les mesures les plus propres à assurer la protection des chrétiens et des juifs dans les pays où leur existence et leurs intérêts sont sans cesse menacés.

M. le général Ducrot a été tellement satisfait de la discipline et du bon esprit des réservistes de son corps d'armée, qu'il a demandé au ministre de la guerre et obtenu leur renvoi pour le 25 de ce mois.

On lit dans l'*Echo universel*:

« Le parti bonapartiste se préoccupe au plus haut degré des élections sénatoriales; les correspondants et les agents du comité de comptabilité déploient partout une activité dévorante.

« Toutefois, on semble se heurter à d'assez graves difficultés; d'une part, nombre de conservateurs que l'on voulait enrôler sous la bannière de l'Appel au peuple, repoussent énergiquement les ouvertures qui leur sont faites, et, d'un autre côté, certains chefs du parti que l'on voudrait faire entrer à tout prix dans la Chambre haute, ne parviennent pas à trouver un collège électoral où ils aient quelques chances de succès. Parmi ces derniers, on cite MM. Haussmann, Schneider, le marquis de Banneville, Drouyn de Lhuys, le général Fleury, etc., etc.

Les sondages pour l'exécution du tunnel sous-marin qui doit relier la France à l'Angleterre continuent avec beaucoup de zèle. Ces études ont en ce moment pour théâtre la partie du détroit qui avoisine les côtes anglaises; c'est à quelques milles de ces dernières que l'on opère depuis quelques jours. Chaque soir, le navire qui porte la commission regagne Douvres, Calais ou Boulogne, et l'on recommence le lendemain. Les ingénieurs chargés de ce travail si important, MM. Darousse et Levallée, sont très-satisfaits des résultats obtenus. Jusqu'ici, rien ne serait venu détruire les prévisions en ce qui concerne les profondeurs. Le même succès serait assuré aux géologues quand à la nature du fond et aux diverses couches qu'il présente. Les travaux des ingénieurs ne pourront probablement pas être terminés cette année, par suite de la saison qui s'approche, et qui rendra impossibles le plus souvent les études et les sondages.

Le *Moniteur universel* s'était autorisé d'un article de la *Saturday Review* pour signaler le nombre croissant des réfractaires dans l'armée allemande. La *Gazette de l'Allemagne*, niant la compétence et les informations de la revue anglaise, déclare les chiffres dénoncés par elle comme considérablement

exagérés, et les rectifie. Il n'en résulte pas moins, d'après des documents officiels auxquels a eu recours le *Moniteur universel*, que le nombre des réfractaires, qui n'était en 1860 que de un et demi pour cent, est aujourd'hui de neuf pour cent, et a atteint en 1874 le chiffre de 82,418 hommes, dont 16,072, il est vrai, pour l'Alsace-Lorraine, mais 66,830 pour la province de Prusse seule.

Cela est bon à noter.

ESPAGNE

Les troupes alphonstistes, sorties de Pamplune, ont occupé, après un sérieux combat, de fortes positions et ont refoulé les carlistes vers les monts d'Andia. Don Carlos, à la suite de cet échec de ses troupes, aurait quitté la vallée de Baztan, se dirigeant vers Estella. Il a passé, le 21 au soir, à Locumberi.

D'autre part, une dépêche de Tarbes assure qu'un corps carliste, évalué à 2,500 ou 3,000 hommes, vivement poursuivi par le corps alphonstiste du général Delâtre, a trouvé la route barrée vers Biescas et a dû revenir sur ses pas. On suppose qu'il sera obligé d'entrer en France du côté de Luchon.

Chronique locale

et méridionale.

On sait que l'Assemblée nationale a voté une augmentation de 198,000 fr. au crédit pour fonds d'abonnement des préfectures et sous-préfectures, avec cette disposition spéciale que l'augmentation sera exclusivement consacrée à élever les traitements des employés des préfectures et sous-préfectures.

Une circulaire de M. le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur, vient de demander aux préfets tous les renseignements nécessaires pour procéder avec la plus grande équité à la répartition du crédit voté entre le personnel de tous les départements.

Après avoir indiqué aux préfets les points sur lesquels doivent porter les éclaircissements demandés, M. Buffet termine ainsi:

« Je lirai avec intérêt les rapports dans lesquels vous exposerez vos vues personnelles sur les mesures à prendre pour améliorer la situation d'un personnel très méritant, dont les obligations s'accroissent chaque jour et dont le recrutement devient, faute d'encouragement, de plus en plus difficile. »

Cette dernière phrase, ainsi que l'esprit général de la circulaire laissent clairement entrevoir que l'honorable ministre de l'intérieur est tout disposé à demander à l'Assemblée nationale, pour les prochains exercices, des crédits qui lui permettront d'augmenter d'une manière appréciable les traitements des petits employés de préfecture et sous-préfecture.

Par une circulaire en date du 4 mai 1874, M. le Ministre du commerce avait signalé l'existence, dans le canton de Genève, d'une association clandestine dite: *la bande noire*, dont le but était d'exploiter la crédulité du commerce français.

Le Consul de France à Genève vient d'appeler de nouveau l'attention du commerce sur la récente apparition d'une nouvelle bande d'esquacs. Depuis le jugement rendu en avril 1874 par la Cour correctionnelle du canton de Genève, et qui avait condamné à différentes peines quatre des individus qu'on avait pu arrêter, le public des affaires entendait moins parler de la *bande noire*. Tout portait à croire que le canton de Genève en était enfin débarrassé, lorsque le Commerce vit apparaître cette nouvelle bande de chevaliers d'industrie, exploitant, paraît-il, la France, l'Allemagne et la Belgique, et qui voudraient également exercer leurs fraudes en Suisse et tout particulièrement dans le canton de Genève. *Le siège social* de cette bande serait Rotterdam ou Amsterdam, et les références de ces exploitateurs seraient réciproquement données par des agents de la *bande*.

Nous croyons utile de communiquer ces faits aux négociants de notre département et particulièrement à ceux qui entretiennent des relations d'affaires avec la place de Genève.

Les réservistes arrivés à Cahors samedi, ont été habillés et armés dans la journée du dimanche. Les exercices ont commencé lundi matin.

INSTITUTION VALETTE

La rentrée est fixée au 4 octobre.

Les succès obtenus par cet établissement, dans divers examens ou concours, depuis sa fondation encore récente, seront publiés prochainement.

Le ministre de la guerre vient de décider que les officiers auxiliaires recevraient à l'avenir de l'Etat : un sabre d'adjudant, une tunique, un pantalon, un képi et un galon de sous-lieutenant.

C'est le 23 septembre, qu'a commencé la saison d'automne.

Le montant des souscriptions en faveur des inondés du Midi s'élève à la somme de 24, 145, 694 fr. 32 cent.

On vient de recevoir au ministère de la guerre le nombre des demandes reçues par les préfets et formées par les jeunes gens désireux de faire le volontariat d'un an. Les examens pour le volontariat devront être terminés le 30 de ce mois. Des membres de l'enseignement public ont été désignés pour assister chaque commission d'examen.

La liste des candidats admis devra parvenir au ministère de la guerre avant le 4 octobre. Ce ne sera qu'après les avoir reçues que le ministre statuera sur le nombre des jeunes gens qui pourront être admis à contracter l'engagement conditionnel d'un an.

Les engagements seront reçus du 25 octobre au 4 novembre, de manière que la mise en route puisse s'effectuer le 5 novembre.

En vertu d'un récent arrêté du ministre de l'agriculture et du commerce, les concours régionaux auraient lieu l'année prochaine à Nantes, Quimper, Arras, Orléans, Chaumont, Lons-le-Saulnier, Bordeaux, Tarbes, Rhodéz, Carcassonne, le Puy et Gap.

D'après les dispositions prises pour 1877, les départements désignés pour ces concours sont les suivants : Eure-et-Loir, Maine-et-Loire, Oise, Allier, Meurthe-et-Moselle, Haute-Saône, Charente, Haute Garonne, Tarn-et-Garonne, Rhône, Hérault, Drôme.

Enfin, en 1878, les concours régionaux auront lieu dans l'Eure, la Mayenne, le Nord, le Cher, les Ardennes, la Côte-d'Or, la Vienne, le Lot-et-Garonne, la Haute-Vienne, la Creuse, les Bouches-du-Rhône et la Savoie.

Comme on peut le voir par les renseignements qui précèdent, il y aura désormais en France douze concours par an.

Voici, d'après quelques journaux, un projet qui serait actuellement discuté devant le conseil supérieur de l'instruction publique, et qui aurait des chances d'être adopté.

Il s'agirait d'établir :

1° Un baccalauréat ès-sciences élémentaire, qui ne différerait pas sensiblement du baccalauréat actuel ;

2° Un baccalauréat ès-sciences mathématiques, qui comprendrait une composition écrite sur un sujet de mathématiques spéciales et des interrogations sur les matières scientifiques enseignées dans la classe de mathématiques spéciales ;

3° Un baccalauréat ès-sciences physiques, qui consisterait en deux compositions écrites sur un sujet de physique et sur un sujet de sciences naturelles, et en interrogations sur les mathématiques élémentaires ; la physique, la chimie et les sciences naturelles.

Voici le texte d'une décision officielle qui intéresse tous ceux qui s'occupent de chevaux en France :

La société centrale de médecine vétérinaire consultée par le ministre, vient de décider que l'habitude qu'a un cheval soit de mordre ou de frapper l'homme et les autres animaux, soit de refuser à se laisser harnacher ou employer aux services pour lesquels son espèce est destinée, sera désormais comprise dans la nomenclature des vices pouvant donner lieu à la réiliation des marchés.

Une décision récente du ministre de l'intérieur alloue à toute famille qui voudra s'établir en Algérie de très-bonnes terres à raison de 10 hectares par personne.

Les terres deviennent la propriété du colon

après cinq années d'habitation ; au bout de deux ans elles peuvent être aliénées avec autorisation des autorités du pays.

Enfin, les émigrants et leurs familles sont admis à voyager à moitié prix sur nos lignes de chemins de fer et sont transportés gratuitement de Marseille en Algérie.

Espérons que d'aussi considérables avantages attireront de nombreux colons.

On lit dans la *Chronique de Libourne* :

M. le duc Decazes est arrivé, samedi dernier, à son château de la Grave. La santé de M. le ministre, éprouvée par de longues fatigues, paraît s'être très-bien trouvée du traitement suivi à Vichy et du repos qu'il a pris ensuite, pendant quelques jours, aux bains de mer de Dinard.

Dès le lendemain de son arrivée à la Grave, M. le duc et M^{me} la duchesse Decazes, toujours si gracieuse et si bienveillante pour tous, réunissaient à leur table quelques-uns de leur nombreux amis de Libourne, Guitres, Lussac et Saint-Denis-de-Piles. Cette réunion n'a pas cessé de présenter le caractère de la plus cordiale intimité.

Au dessert, M. Félix Chaperon, président du tribunal civil, a porté en termes chaleureux, qui ont été accueillis par les acclamations les plus sympathiques, la santé de M. le duc et de M^{me} la duchesse Decazes.

M. le duc Decazes, après avoir remercié M. Félix Chaperon en son nom et au nom de la duchesse, a répondu en portant, dans un langage élevé et empreint du plus pur patriotisme, la santé de M. le maréchal de Mac-Mahon, président de la République. Il a terminé par cet autre toast, qui résumait, — malgré les divergences d'opinions politiques qui se rencontrent de nos jours dans toute réunion un peu nombreuse — les aspirations les plus chères de tous les convives : « A la France ! »

M. le sous-préfet a été l'interprète de toute l'assistance en s'associant, de la manière la plus heureuse, au double vœu si bien exprimé par l'honorable ministre des affaires étrangères.

L'*Intérêt public*, après avoir annoncé l'arrivée de M. Decazes à Libourne ajoute :

Les visites ne lui manquent pas. Son séjour sera court, sans doute, car il n'y a pas d'intérim, et un courrier spécial vient chaque jour à Libourne prendre et rapporter les dépêches.

On lit dans la *Courrier de Tarn-et-Garonne* :

Un détachement de 274 soldats carlistes, conduits par 4 sergents-majors et plusieurs sous-officiers, est arrivé hier à Montauban par le train de 3 heures venant de Toulouse.

Reçus à la gare par M. le commandant de gendarmerie, chargé par les règlements militaires du service de surveillance et d'administration, les carlistes ont été conduits au Cours Foucault et installés sous les tentes qui étaient destinées tout d'abord aux réservistes.

Dès ce matin, un certain nombre de carlistes ont été demandés par quelques propriétaires pour aider aux travaux de la vendange.

Un Cercle catholique d'ouvriers vient d'être fondé à Rodez, et à la tête du comité se trouvent MM. de Monseignat, de Seguret, le comte de Beaumont, le baron de Nogaret, etc., etc.

La nouvelle de la création d'un cercle a été, paraît-il, parfaitement accueillie dans les ateliers, et de nombreuses adhésions parviennent chaque jour au secrétariat de l'Œuvre.

Nous ne saurions nous étonner de ce résultat. Dans le département de l'Aveyron, la foi est restée vivace dans les âmes. L'esprit de scepticisme et d'indifférence n'a pu encore pénétrer dans les hautes montagnes du Rouergue. C'est une des rares provinces de France qui aient conservé le respect de leurs traditions religieuses et nationales. Là, comme dans certaines parties de la Bretagne et de la Vendée, le clergé est écouté, et son influence bienfaisante et moralisatrice s'exerce avec efficacité sur des populations qui l'aiment et le respectent.

Le cercle de Rodez servira à raviver cette foi et à l'entretenir dans la classe ouvrière.

(*Monde*).

Si l'on en croit les journaux spéciaux, la récolte des vins serait très abondante cette année : d'après tous les renseignements fournis jusqu'ici sur l'aspect de la vigne, aussi bien dans le Midi que dans le Centre et en Bourgogne, la récolte dépasserait la précédente du quart au cinquième et s'approcherait du chiffre de 75 à 80,000,000 d'hectolitres, ou tous au moins dépasserait de beaucoup toute récolte connue depuis quinze ans, même celle de 1869,

qui produisit, comme on sait, 70,000,000 d'hectolitres.

Nous lisons dans l'*Echo de Marmande* :

La situation du commerce des grains n'a pas changé pendant la huitaine écoulée ; c'est toujours avec la même difficulté que les affaires se traitent. La meunerie et le commerce sont très réservés, et le producteur résiste. Au marché d'hier, plusieurs fabricants n'offraient que 19,50 sans résultats ; il est impossible d'obtenir de belles qualités de blé à moins de 20 fr., et les transactions sont peu nombreuses.

Nous lisons dans la même feuille :

Nous voici aux vendanges ; on a déjà commencé à cueillir le blanc dans quelques localités à Escassefort et dans le canton de Seyches ; on dit même que quelques futs de vin de la nouvelle récolte ont été vendus sortant du pressoir, au prix de 30 fr.

La vendange rouge est moins avancée, et il faut attendre encore quelques jours.

Le marché aux prunes de notre ville était faiblement approvisionné samedi ; il est présumable qu'après le prochain marché, la campagne sera terminée pour notre place, où l'on n'apportera plus que de faibles lots de fruits choisis. Du reste il en est toujours ainsi ; après le troisième marché de septembre il n'y a plus de grandes affaires à traiter qu'avec les revendeurs, parce que le rayon qui fournit notre marché est fort restreint.

Quand aux autres places de l'arrondissement, dont le rayon est plus étendu, les transactions auront encore une certaine importance pendant quelque temps, car il y a encore une grande quantité de marchandises entre les mains des propriétaires.

Nous lisons dans la *Progrès de Villeneuve* :

Il s'est fait peu d'affaires en blé sur nos marchés cette semaine. Les cours restent stationnaires entre 19 et 20 fr. — On ne s'occupe que de la prune en ce moment : le commerce de ce fruit absorbe les capitaux.

On écrit de Pézenas, au *Messenger du Midi* :

« La rivière de l'Hérault est presque totalement rentrée dans son lit, mais les ravages qu'elle a occasionnés pendant qu'elle avait submergé la plaine sont incalculables. La rapidité du courant a raviné tellement profondément les terres que des vignes ont été déracinées presque en entier, des arbres abattus, des chaussées emportées, des murs écroulés, des chemins coupés, des maisons effondrées ; en un mot elle a porté partout la dévastation. »

« Les eaux de cette rivière, en se retirant, ont laissé un limon d'une épaisseur de 25 à 30 centimètres ; les raisins sont complètement couverts, on n'espère pas pouvoir pénétrer dans ces propriétés avant une huitaine de jours. »

« La récolte est d'ores et déjà entièrement perdue ; les propriétaires des vignes qui n'ont pas été détruites par l'inondation, et qui ont cependant souffert par les orages, s'empressent de les vendre, de crainte de nouvelles pluies ; les pertes matérielles occasionnées par les orages ou l'inondation, dans les environs de Pézenas, s'élèvent à plus de deux millions, d'après les renseignements que j'ai recueillis des divers propriétaires des communes qui ont été inondées, au lieu d'un million, comme on l'avait annoncé. »

Pour la chronique locale, A. Layton.

Dernières nouvelles

Versailles, 27 septembre soir.

Les avis d'Orient semblent indiquer une situation plus tendue que ces jours derniers. L'agitation augmente en Serbie, et comme Serbes et Turcs sont campés à une petite distance sur la frontière des deux pays, on craint qu'il ne survienne un de ces incidents qui troublent et font échouer à certains moments toutes les combinaisons diplomatiques. Déjà l'on annonce que deux officiers Serbes, dont on cite les noms, ont été fusillés sur la frontière par un piquet turc, mais on ignore encore les circonstances de ce fait et l'influence qu'il peut avoir sur les événements. Les dépêches des consuls constatent que leur mission a échoué. L'insurrection est en quelque sorte insaisissable et, dans tous les cas, on ne lui connaît pas de tête avec qui il ait été permis de conférer. Elle se maintient néanmoins, mais à l'état de guérillas et ses amis mêmes reconnaissent qu'elle ne tardera pas à expirer si elle ne reçoit pas de secours du dehors. Or, ces secours qui ne peuvent lui venir que de la Serbie ou du Monténégro, dépendent eux-mêmes de l'attitude des puissances.

Le maréchal de Mac-Mahon est rentré à l'Elysée à 4 heures et demie. Il présidera demain matin un conseil des ministres où tous les membres du cabinet seront présents, à l'exception de M. Buffet, qui est parti hier soir pour les Vosges. M. le vice-président du conseil sera de retour à la fin de la semaine, probablement vendredi.

Un banquet républicain de 600 couverts a eu lieu hier à St-Mandé. M. Louis Blanc y a fait de la politique rétrospective et M. Taillandier y a fait l'éloge de M. Gambetta et de sa politique. Cette réunion n'a donc pas eu le caractère d'une manifestation intransigeante. On signale, par contre, une réunion à Romans (Drôme) dans laquelle M. Madier de Montjau a prononcé un discours qu'il faut naturellement porter à l'actif du parti de M. Naquet.

P. S. — Un épisode du voyage du maréchal de Mac-Mahon à Rouen :

M. Raoul Duval et trois de ses collègues de l'Assemblée, qui ne s'étaient pas joints aux autres députés du département, se sont présentés inopinément au Maréchal. M. Duval a dit que, malgré quelques dissentiments politiques, le Maréchal pouvait compter sur son concours le plus ferme.

Le Maréchal s'est contenté de s'incliner. M. Duval a ajouté : « Nous tenions à vous le dire. »

Le Maréchal s'est incliné une seconde fois, sans autre réponse....

Bourse de Paris

Paris, 28 septembre 1875.

Rente	3 p. %	65.42
	4 1/2 p. %	95.25
	5 p. %	104.15

Faits Divers

La *Revue britannique* publie d'intéressants souvenirs d'un habitué de nos théâtres, principalement du Théâtre-Français, et voici le portrait qu'il trace d'Augustine Brohan :

Augustine était la meilleure soubrette que j'ai jamais vue. Peut-être, à une autre époque M^{lle} Dangeville l'a-t-elle égalée, ou même surpassée ; mais je ne crois pas qu'à part ce nom célèbre, le Théâtre-Français ait jamais possédé une comédienne comparable à Augustine Brohan dans les servantes de Molière ou dans les soubrettes de Marivaux. Tout ce que l'esprit a de plus piquant, la verve de plus mordant, la gaieté de plus vif, la coquetterie de plus adorable, elle le possédait au suprême degré, tenant le public suspendu à son moindre geste, à son moindre clin d'œil, au mouvement de ses lèvres, au son argentin de son rire. Je regrette que l'amour de la parure, où elle portait, d'ailleurs, un goût exquis, l'ait quelquefois entraînée à négliger l'exactitude de ses costumes.

Augustine Brohan est capable, elle l'a bien prouvé, d'écrire de jolis proverbes, dignes d'Octave Feuillet. Ses bons mots rempliraient un volume, et, quant à ses réparties, je veux, chers lecteurs, vous laisser le plaisir d'en juger.

Un jour qu'elle était assise au foyer, occupée à se reconforter par une tasse de bouillon, un cercle d'admirateurs se pressait, comme à l'ordinaire, autour d'elle. Parmi eux était Charles Desnoyers, le spirituel régisseur de la scène.

— Augustine, lui dit-il, vous avez toujours réponse à tout ; mais je prétends vous embarrasser. Je vais vous dire une phrase dans laquelle j'introduirai un nom de ville. Il faudra que vous me répondiez par un seul mot qui, non-seulement aura trait à ce que j'aurai dit, mais qui sera aussi un nom de ville, français ou autre, peu importe. Je vous parie une indiscretion : ça va-t-il ?

— Ça va, dit l'actrice.

— Bien, reprit le régisseur ; commençons. Il paraît que tu aimes le « bouillon » ?

— « Elbœuf » (et le bœuf), répondit Augustine sans broncher.

— Bravo ! crièrent tous les assistants.

Desnoyers parut désarçonné du coup ; mais, se remettant bien vite, il continua sur un ton pathétique :

— Si tu me joues de ces « tours » -là, j'en mourrai !

Augustine se leva, le regarda bien en face, et lui lança cette apostrophe foudroyante :

— « Périgieux » (péris, gueux !)

Crédit Foncier de France

Tirages du 22 septembre 1875.

Obligations foncières 3 et 4 % de 1853. — Le n° 92,576 gagne 100,000 fr.; le n° 134,321 gagne 50,000 fr.; le n° 33,495 gagne 20,000 fr.

Obligations foncières 4 % de 1863. — Numéro gagnant dans les 40 séries: 638; — série 7, 100,000 fr.; — série 39, — 30,000 fr.; — séries 25, 8, 2, 3, 22, 13, 32, 26, chacune 5,000 fr., et les 30 autres séries chacune 1,000 fr.

Obligations communales 3 %. — Le n° 147,784 gagne 100,000 fr.; les n° 77,652 — 132,623 — 61,124 — 72,416 — chacun 40,000 fr.; les n° 57,755 — 132,367 — 81,534 — 46,634 — 117,678 — 83,319 — 109,981 — 124,921 — 76,823 — 115,137 — chacun 1,000 fr.

Obligations communales 4 % de 1875. — Le n° 25,694 remboursé à 100,000 fr.; le n° 69,703 remboursé à 30,000 fr. — Les n° 146,113 — 48,267 — 239,538 — 286,321 remboursés chacun à 10,000 fr. — Les n° 257,403 — 15,127 — 83,436 — 223,700 — 92,700 — 171,962 — 226,897 — 260,239 — 282,345 — 380,789 — remboursés chacun à 3,000 fr.

Publications de la librairie Hachette

79, boulevard Saint-Germain, Paris.

Le Dictionnaire abrégé de la langue française que vient de mettre en vente la librairie Hachette et Co, aura bientôt sa place dans toutes les bibliothèques: il a été exécuté avec l'approbation de M. Littré par M. Beaujean, son plus assidu collaborateur. C'est le résumé du grand Dictionnaire, c'est la réduction en un seul volume de l'immense travail du maître.

L'ouvrage paraît en 25 fascicules à 50 centimes; les 24 premiers fascicules sont en vente.

JOURNAL DE LA JEUNESSE. — Sommaire de la 147^e livraison (25 septembre 1875). — Texte: La toute petite, par J. Girardin. — Le capitaine Webb et les nageurs célèbres, par Et. Leroux. — Les pays slaves de la Turquie, par Louis Rousselet. — Les aventures du capitaine Magon, par L. Cahun. — Chateaubriand, par R. du Coudray.

Dessins d'Emile Bayar, P. Philippoteaux, etc.

LE TOUR DU MONDE. — Nouveau journal des Voyages. — Sommaire de la 76^e livraison,

(25 septembre 1875). — Texte: Le Polaris: Le radeau de glace, par M. le lieutenant Tyson. 1870-1873. Extraits d'une traduction inédite; dessins inédits. — Onze dessins de Riou.

Revue Scientifique.

SOMMAIRE DU NUMÉRO 13 (25 SEPTEMBRE 1875).

L'avenir militaire de l'Allemagne, par M. Ch. de Chesney. — Congrès international des sciences médicales; session de Bruxelles. — Congrès international des sciences géographiques à Paris: L'ethnographie et l'anthropologie; l'histoire de la géographie. — L'astronomie anglaise en 1874. — Les tétranyques, par M. Donnadieu. — Académie des sciences de Paris. — Chronique scientifique.

Revue Politique et Littéraire.

SOMMAIRE DU NUMÉRO 13 (25 SEPTEMBRE 1875).

Le centenaire de Michel-Ange. — Macaulay, par Léo Quesnel. — Le Barritus des Germains, par M. H. Gaidoz. — La vie à la campagne. — Causerie littéraire. — Notes et impressions, par N***. — Bulletin.

On s'abonne au bureau du journal, 17, rue de l'Ecole-de Médecine, à Paris.

Chaque journal: Paris, Six mois 12 fr. Un an 20 fr. Départements, Six mois 15 fr. Un an 25 fr.

Les deux journaux réunis: Paris, six mois 20 fr. Un an 36 fr. Départements, six mois 25 fr. Un an 42 fr.

Prix du numéro: 50 centimes.

REVUE ILLUSTRÉE des lettres, sciences, arts et industries dans les deux mondes.

Sommaire du n° 44.

Texte: Les Arts décoratifs. — Les glaces et les cadres, par M. Charles Blanc, de l'Institut. — La duchesse de Rochebrune, par Ernest de Calonne. — Les lois de la nature (suite). — La division du travail dans la nature et dans l'homme, par M. Mœckel. — Banque de France. — Caisse de réserve pour les employés, par M. Ch. de Silver. — Mon-

tagne. — Sa philosophie politique, par M. F. Combes, professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux. — Chérubin surpris par le Comte, par Beaumarchais.

Gravures: La première souffrance. — Individus élémentaires d'une colonie de Siphonophores (8 figures). — Colonie de Siphonophores de l'Océan Atlantique. — Le Pêcheur à la ligne. — Le Page surpris. — Scène du Mariage de Figaro. — Supplément.

Abonnement: Six mois, 15 francs. — Un an, 25 fr. Bureaux: 25, rue Monsieur-le-Prince, Paris.

L'ILLUSTRATION, JOURNAL UNIVERSEL

N° 1700. — 25 Septembre 1875.

Texte. Histoire de la semaine. — Courrier de Paris, par Philibert Audebrand. — Un numéro gagnant, nouvelle, par M. Charles Joliet (suite). — Chronique du Sport. — Les Théâtres. — Nos gravures: Le général Lapasset; — Les fêtes du centenaire de Michel-Ange à Florence; — Les Muscadins, drame en cinq actes, par M. Jules Claretie; — Course de vélocipèdes dans le jardin des Tuileries; — Manœuvres du 13^e corps d'armée; — L'inondation de l'Allier au pont de Chazeuil (route de Saint-Pourçain à Varenne); — La France pittoresque: Malesherbes. — Variétés: Quelques pages d'histoire musicale (VIII, fin). — Bulletin bibliographique. — Revue financière de la semaine. — Faits divers. — Mostar. — Echees.

Gravures: Les fêtes du centenaire de Michel-Ange à Florence (4 gravures). — Théâtre historique: Les Muscadins, drame en cinq actes, par M. Jules Claretie; 4^e tableau: les enrôlements sur la terrasse des Feuillants. — Le général Lapasset. — Paris: course de vélocipèdes, organisée au bénéfice des inondés du Midi, dans le Jardin des Tuileries. — Les grandes manœuvres d'au-

tomne: reconnaissance de la rive gauche de l'Allier par le général de Bretteville, commandant la 26^e division du 13^e corps d'armée. — Des inondations: débordement de l'Allier; réparation par les sapeurs du 13^e corps d'armée de la levée de Varennes, à Saint-Pourçain, rompue par les eaux. — La France pittoresque: Malesherbes. — L'insurrection de l'Herzégovine: — Mostar — Rébus.

LIBRAIRIE FIRMIN-DIDOT, RUE JACOB, 56, A PARIS.

LA MODE ILLUSTRÉE

JOURNAL DE LA FAMILLE, SOUS LA DIRECTION

DE M^{me} EMMELINE RAYMOND.

Ce journal, indispensable à toutes les mères de famille, paraît le samedi de chaque semaine, il donne par an plus de 2,000 gravures sur bois; — 24 planches dans lesquelles on trouve plus de 500 modèles nouveaux de patrons en grandeur naturelle, pour vêtements de toutes sortes et de tous les âges; — romans, nouvelles, etc.

Un numéro spécimen est envoyé gratis à toute personne qui en fait la demande, par lettre affranchie. On s'abonne en envoyant un mandat sur la poste à l'ordre de MM. FIRMIN DIDOT et Co, 56, rue Jacob, à Paris. On peut aussi envoyer des timbres-poste: dans ce cas il faut ajouter, pour chaque trois mois, un timbre de 25 centimes, soit quatre timbres pour l'année.

Prix pour les départements:

1^{re} édit: 3 mois, 3 fr 50; 6 mois, 7 fr.; 12 mois, 14 fr. 4^e — avec une gravure coloriée chaque numéro: 3 mois, 7 fr.; 6 mois, 13 fr. 50; 12 mois, 25 fr.

S'adresser également dans les librairies des départements.

CONSTIPATION

Méitez-vous des purgatifs et laxatifs qui, loin de guérir, rendent la constipation invincible. Seule la Podophylle Coirre, rue du Regard, 24, à Paris, ne purge pas et guérit radicalement. — Envoyer 3 fr. pour recevoir franco. Dépôt dans les bonnes pharmacies.

Pour les extraits et articles non signés, Le propriétaire-gérant A. Layton.

RELIURE

CÉLÉRITÉ. — BON GOUT. — PRIX MODÉRÉS.

Imprimerie A. LAYTON, rue du Lycée.

LE JOURNAL DU DIMANCHE

Recueil Littéraire et Illustré

paraissant chaque semaine, avec 16 pages de texte et gravures inédites, et un morceau de musique.

ABONNEMENTS:

Un An, 8 francs. — Six mois, 4 francs.

Par un mandat sur la poste, au nom de l'Administrateur, place Saint-André-des-Arts, 11, à Paris.

Le Journal du Dimanche compte maintenant vingt années d'existence; sa collection se compose des ouvrages les plus estimés des Auteurs contemporains, et c'est avec le concours des dessinateurs et des graveurs les plus distingués que ce recueil a conservé le premier rang parmi les publications illustrées.

Trente-quatre volumes sont en vente

Le volume broché, pour Paris..... 3 fr.
id. pour les Départements. 4 fr.

PEAU DU VISAGE
Flacon: 5 fr. — Flaçon: 5 fr.

LE LAIT ANTÉPHELIQUE
pur ou coupé d'eau dissipe
ROUSSEURS, HAIE
MASQUE DE GROSSESSE
ROUGEURS, TEINT COUPEROSÉ
PEAU FARINEUSE
BOUTONS, RIDES
GERÇURES

Conserve la peau du visage claire et saine

Chez les Pharmaciens et Coiffeurs.

DOCTOR IN ABSENTIA.

Les personnes désireuses d'obtenir sans déplacement le titre et le diplôme de docteur ou de bachelier, soit en médecine, en sciences, en lettres, en théologie, en philosophie, en droit ou en musique, peuvent s'adresser à MÉDICUS, rue du Roi, 46, à Jersey (Angleterre), qui donnera gratuitement les informations nécessaires, qui enverra les statuts de l'Université, indiquant les moyens à employer pour être promu sans déplacement.

Le 18 Octobre prochain, à Toulouse, Hôtel du Midi, place du Capitole, commenceront les leçons de diction à l'usage des

BÈGUES

professées par M. CHERVIN, Officier d'Académie, Directeur-Fondateur de l'Institution des Bègues de Paris, avenue d'Eylau, 90. — (Ecrire.)

POMPE ROTATIVE

Construite spécialement pour le TRANSVASEMENT des VINS

Débit de 2'000 à 9,000 litres à l'heure



J. MORET et BROQUET, C^{rs} Btès
121, rue Oberkampf, Paris.

C. DILLET, éditeur, rue de Sèvres, 15, Paris.

UN MOT

sur le Suffrage universel,

par M. Henri NADAL.

Prix: 4 fr.

UN DERNIER MOT

sur le Suffrage universel,

par le même.

Prix: 50 centimes.

En vente chez M. GIRMA, libraire et marchand de musique, à Cahors.

MAGASIN DE FLEURS ARTIFICIELLES



M^{me} LINON

FLEURISTE

rue du Lycée, à Cahors

Grand assortiment de Bouquets, d'Eglise; Vases en porcelaine; Flambeaux en verre et Fournitures pour fleurs; Papiers de toutes couleurs. Bouquets de fêtes votives; salons et devant d'aube brodés or.

A VENDRE

Un moulin à eau et ses dépendances consistant en maison, pré, terre, jardin, vigne et bois peupliers, au tènement de la Rhode, commune de Saint-Martin-de-Vers, aux abords du chemin vicinal de Cahors à Labastide-Murat. Le tout d'une contenance de 2 hectares, 7 ares, 10 centiares.

S'adresser, pour les renseignements, à MM^{es} Lalo, notaire à Lauzès, Labie, notaire à Cahors, Brugalières, notaire à Labastide-Murat.

Et à M. Pagnet, receveur de l'enregistrement en retraite, domicilié au lieu d'Ognolles, près Beaulieu-les-Fontaines (Oise), qui est le propriétaire de ces biens,

A VENDRE

Pour cause de Décès

Une bonne ETUDE D'HUISSIER, près le Tribunal de Cahors, résidence à Lalbenque.

S'adresser à Madame veuve Cossé, à Lalbenque.

A VENDRE

UN COUPÉ

avec

BACHES, TIMON ET HARNAIS le tout en bon état.

S'adresser à M. Escudier, sellier, galerie de Fontenilles, ou à M. Capit, fils, conducteur de l'omnibus du chemin de fer.

A VENDRE

UNE VOITURE

dite Américaine

S'adresser à la Gendarmerie, à Cahors.

A VENDRE

Très bonne acquisition

Une CUVE

VÉRITABLE CHEUR DE CHÊNE du Nord,

Décuivant environ 32 barriques de vin. S'adresser à M. le Capitaine de gendarmerie.

FLEURS ARTIFICIELLES.



M^{me} BLANC

FLEURISTE A CAHORS

Magasin maison IZARN, juge, boulevard Sud en face le café Ferran.

Bouquets d'Eglises et de St-Sacrement; Garnitures d'autel or; Frange or et argent; Globes garnis et non garnis; Couronnes nuptiales; Couronnes mortuaires; Fournitures pour fleurs; Papiers de toutes couleurs.

Grand assortiment de Vases en porcelaine et Flambeaux. Sujets religieux. Bouquets pour Fêtes votives; Lanternes vénitiennes; Feux d'artifice.

Librairie Catholique et Classique

J.-D. GRAYSSAC
A CAHORS.

Paroissien noté, à l'usage du diocèse de CAHORS, imprimé par ordre de Mgr PIERRE ALFRED GRIMARDIAS, évêque de Cahors, 4 vol. in-48, relié en basane racine 1 fr. 75 — basane chagrinée, tranche marbrée, 2 fr. — basane chagrinée dorée sur tranche, 3 fr. 50 — chagrin doré sur tranche, 3 fr. 50. — Ajouter 45 c. par exemplaire pour le recevoir franco par la poste.

Le Passage de l'âme revenant au jour sacré de Jésus-Christ, traduit du latin de P. L. de Besombes de Saint-Jeniès, par l'abbé A.-B. Pergot, chanoine honoraire, curé doyen de Terrasson, etc. — 4 vol. in-42, broché, 3 fr., par la poste 3 f. 40.

Vie et vertus chrétiennes, par l'abbé Gay, 3 vol. in-42, brochés, 10 fr. — par la poste 14 f. 50 c.

Droits de Dieu, par l'abbé Chesnel, 4 vol. in-8°, 5 fr. — poste 6.

Biographie des hommes célèbres du département du Lot, par le Dr J.-B. Vidaillet, ancien receveur des finances, 2^e édition, 4 vol. in-8°, broché, 5 fr. — poste 6 fr.

AVIS.

On demande à acheter une Propriété. S'adresser à M. VINCENS, pépiniériste à Cahors.